



# CBinfo

Le projet politique des Compagnons Bâisseurs

n°16 - juin 2013

## EDITO

### Une solidarité à Bâtir : un projet politique et stratégique pour les 5 ans à venir

« De tout temps, travailler en réseau associatif a été un atout pour expérimenter et innover dans des champs que les politiques publiques ne couvrent qu'imparfaitement. Mais cet investissement qui combine professionnalisme et militantisme n'a de sens que s'il trouve un écho ensuite dans certaines traductions législatives et réglementaires. Or précisément, jamais au cours des 55 ans de leur histoire, les Compagnons Bâisseurs n'ont peut-être trouvé contexte plus favorable qu'aujourd'hui sur le plan législatif et réglementaire, pour voir amplifiée et déployée leur offre fondée sur les principes de l'accompagnement, du bâti et de l'engagement au service des personnes vulnérables. Ainsi, avec l'élaboration de la loi cadre Logement et Urbanisme, pour la première fois dans l'agenda politique et législatif, les démarches d'auto-réhabilitation et d'auto-construction accompagnées sont envisagées comme un levier possible des transformations nécessaires pour construire un habitat accessible, durable et aimable pour tous.

C'est dans ce contexte, qu'en janvier 2013, le Conseil d'Administration de l'ANCB a débattu et validé le projet politique qui permettra de traduire cette ambition en acte. Cette « **Solidarité à Bâtir** » tel que se nomme le projet, tire son équilibre et sa force des trois dimensions qui l'animent : « **Habiter** », un processus plus qu'une finalité permettant à chacun d'être acteur de l'espace autant physique que symbolique qu'il occupe ; « **s'engager** » pour donner du sens au vivre ensemble, à la solidarité, à l'implication de chacun, à commencer par les plus modestes d'entre nous ; « **coopérer** » parce qu'il s'agit du levier indispensable aujourd'hui dans le monde de l'Économie Sociale et Solidaire dont les acteurs trop dispersés peinent à faire émerger le potentiel de créativité et d'innovation dont ils sont pourtant les promoteurs. La dimension de ce projet est double ; elle est politique et stratégique.

**Projet politique** parce qu'il faut agir au plus haut niveau de l'exécutif et de l'administration pour convaincre et faire évoluer l'environnement législatif et réglementaire : sécurisation du travail bénévole et de l'entraide, solutions adaptées en terme d'assurances, évolution de la réglementation de l'ANAH pour donner à l'auto-réhabilitation accompagnée la même valeur qu'une réhabilitation classique d'entreprise, reconnaissance effective des démarches participatives des habitants dans le cadre de l'ANRU, etc.

**Projet stratégique** également parce qu'il nécessite un plan d'action à 5 ans pour accompagner le « changement d'échelle » qui est visé. Passer de 1000 à 10 000 chantiers d'ARA par an, ouvrir progressivement plusieurs dizaines de sites d'expérimentation d'auto-construction, accueillir 2 à 3000 jeunes par an dans le cadre du Service Civique, faire émerger une véritable filière professionnelle d'animateur technique per-

mettant à plusieurs centaines de personnes d'exercer cet emploi, s'inscrire enfin dans une vision politique globale que l'on espère sincère de la part de la puissance publique, pour un déploiement véritable de l'Économie sociale et Solidaire ; ambition « vertigineuse » à certains égards, mais réaliste pourtant si l'on s'emploie à l'inscrire dans un plan d'action élaboré et mis en œuvre collectivement.

**Début mai, l'ANCB a posé le cadre de ce plan d'action au travers de l'appel à projet du PIA** (programme d'investissement d'avenir). Quels sont les besoins de financement que peut générer le développement d'un réseau d'opérateurs de l'accompagnement présent sur tout le territoire national ? Quels sont les investissements matériels et surtout immatériels (ingénierie de développement) à réaliser pour monter les opérations territoriales qui permettront d'atteindre les objectifs énoncés précédemment ? Le dossier déposé dans le cadre du PIA s'efforce de répondre à ces deux grandes questions, mais cette projection économique et financière nécessite à présent, sans attendre la réponse de la Caisse des dépôts qui instruit le PIA, un travail plus approfondi sur le plan organisationnel et méthodologique. **L'AG nationale des 21 et 22 juin constitue ainsi une étape importante de ce travail au travers des 4 thèmes qui mobiliseront la réflexion collective.**

**1/ Développer un réseau d'opérateurs** le plus largement possible sur le territoire national (27 régions). Pour les CB il s'agit d'une « révolution » dans leur mode d'agir qui était jusque-là inscrit dans leur espace associatif propre et assez peu conduit en partenariat avec d'autres opérateurs. Il s'agit à présent de penser des façons de faire plus « composites » en s'associant à d'autres opérateurs extérieurs, imaginer les modalités de coopération et en fixer les règles, réfléchir à de nouveaux schémas d'organisation, tant sur le plan local, régional que national. Cette ouverture nécessite d'avoir les idées claires sur la démarche d'ARA, ses fondements, ses finalités, son processus. Le référentiel ARA est incontestablement l'outil stratégique dans un tel contexte, mais comment la coopération avec d'autres opérateurs trouvera son équilibre entre nécessaire ouverture collaborative et la discipline du cahier des charges indispensable dans le cadre de la commande publique ? Guide de bonnes pratiques, charte, label... Quel contenu donnons-nous à ces concepts et lequel devons-nous privilégier ?

**2/ Animateurs Techniques, une filière professionnelle à faire émerger.** La réunion des animateurs techniques CB le 4 avril à Marseille a montré les spécificités de ce métier qui doit combiner la technicité du chantier, les qualités pédagogiques d'accompagnement dans l'espace privé du logement et une bonne appréhension des problématiques sociales de l'action. Jusqu'à présent, le « parcours professionnel » des AT s'effectuait de

...>

façon empirique et pragmatique par l'apprentissage « in situ » et par la mutualisation opérée au sein des équipes régionales ou au travers du réseau. Un tel processus, concevable dans le cadre de démarches expérimentales, ne pourra plus satisfaire les besoins de recrutement et de qualification tels qu'ils vont s'imposer au travers du plan d'action (près de 750 emplois d'AT au terme des 5 ans). Il faut donc penser filière de qualification et de professionnalisation, sans perdre la qualité des pratiques locales actuelles, mais en les inscrivant dans un cadre plus formalisé de formation. L'échelle du développement doit également permettre de repenser la mobilité professionnelle et territoriale qui apporterait une plus-value aux parcours professionnels des AT.

**3/ Projet politique et engagement volontaire.** Peut-on craindre une sorte « d'industrialisation » du projet associatif et de ses modalités opérationnelles au travers d'un tel plan d'action ? Ce qui ferait perdre le principal attrait de ce projet, à savoir, donner à chacun y compris les moins expérimentés, la possibilité de s'engager et de contribuer à son évolution. Peut-on en quelque sorte attacher le même soin au projet de chacun lorsqu'il s'insère dans un projet global d'une telle ampleur ? Et au demeurant, ce projet stratégique répond-il aux aspirations et aux « visions » des jeunes qui, au travers du volontariat, ne trouveraient plus l'espace de créativité recherché ? Les réponses seront à rechercher dans le socle de nos valeurs en matière d'éducation populaire mais aussi en valorisant les pratiques récentes d'expérimentation et leur capitali-

sation dans le champ du volontariat et de l'accompagnement des parcours.

**4/ Repenser la gouvernance et le développement territorial des Compagnons Bâisseurs.** Cheville ouvrière de ce « changement d'échelle », les CB vont devoir réfléchir à ses impacts sur leur propre organisation et sur l'évolution de leur gouvernance. Quelles sont les compétences transversales à mobiliser sur le plan stratégique, financier, gestionnaire, RH, ... ? Nos organisations sont-elles suffisamment efficaces et réactives pour conduire ce changement dans un environnement contraint et de plus en plus concurrentiel ? Quelle articulation faut-il animer au sein de l'instance associative (gouvernance) entre expression des valeurs, conception stratégique et opérationnalité professionnelle ; quelles sont les compétences à faire émerger ? Enfin, dans la vision d'essaimage territorial du réseau d'opérateurs, quelle place et quelles priorités les CB veulent-ils investir ?

On le voit, le menu de l'Assemblée Générale est particulièrement copieux cette année, mais il n'est que le reflet des enjeux exprimés dans le projet stratégique de notre réseau. Une fois encore, c'est le pari de l'intelligence collective qui nous permettra d'aboutir, celle qui permet à chacun d'élargir son champ de compréhension du monde par l'écoute de ses interlocuteurs, et de construire des solutions partagées issues du débat mené en commun.

Jean-Marie Crabeil et Hervé Cogné, Président et Directeur de l'ANCB

## Première rencontre des opérateurs de l'Auto-Réhabilitation Accompagnée en Rhône Alpes

Les Compagnons Bâisseurs Rhône Alpes ont organisé le 17 mai dernier, la première rencontre régionale des opérateurs de l'Auto-Réhabilitation Accompagnée. Cette initiative, soutenue par le Conseil Régional, concrétise la volonté de l'association de développer la démarche d'Auto-Réhabilitation Accompagnée dans la région sous différentes formes et avec d'autres structures implantées localement. Une quinzaine d'opérateurs ont été identifiés à ce jour, principalement dans l'Isère, la Drôme, la Savoie et l'Ardèche ; ce sont des centres sociaux, des régies de quartier, des associations d'insertion, des associations engagées dans le domaine de l'environnement, qui souhaitent tous placer l'habitant au cœur du projet d'amélioration de son habitat.

Dix-huit personnes représentant sept structures se sont donc retrouvées dans le local d'animation de l'atelier de quartier des Compagnons Bâisseurs, dans le 1<sup>er</sup> arrondissement de Lyon, pour échanger sur leurs projets, leur organisation, leurs partenaires, leurs difficultés et leurs bonnes idées. La convivialité, la modestie et le plaisir de partager une activité similaire ont guidé les échanges tout au long de la journée.

La matinée a été consacrée à la présentation dynamique de chaque projet et des structures porteuses ; le groupe s'est scindé en deux l'après-midi pour discuter d'une part de la coordination des actions avec les partenaires locaux et d'autre part du rôle de l'animateur technique dans le chantier.

Si les interventions diffèrent, selon que l'on accompagne des locataires ou des propriétaires occupants (peu d'associations font les deux), certains sujets ont rassemblé. La nécessité d'impliquer les bailleurs publics dans les projets, financièrement bien sûr, mais aussi dans le choix des matériaux et dans des médiations, est partagée par l'ensemble des participants, qui en majorité travaillent avec des locataires du logement social.

Les démarches collectives et solidaires (ateliers de bricolage, animations collectives, chantiers d'entraide) sont systématique-



ment associées aux chantiers d'ARA, parce qu'elles favorisent la rencontre entre les personnes et permettent de valoriser des travaux réalisés et les savoirs faire acquis.

La question, enfin, de la spécificité du métier d'animateur technique a été largement débattue, laissant entrevoir des besoins de formations et de reconnaissance d'un métier, des envies d'échanges de savoir-faire, mais aussi et surtout de réelles motivations pour une activité professionnelle qui incarne le sens de la démarche ARA.

Une dynamique bien lancée donc, qui a conduit les membres de ce réseau Rhône-alpin des opérateurs de l'ARA, encore très informel à programmer le renouvellement des échanges lors d'une deuxième rencontre qui aura lieu à Grenoble cet automne.



## L'animation technique, un enjeu central

Le 4 avril, plus de la moitié des animateurs techniques du réseau Compagnons Bâisseurs se sont retrouvés à Marseille afin d'échanger sur leur métier et son évolution. Leur besoin de se rencontrer était fort, la dernière occasion remontant à la réunion de Saint-Denis en 2008. Cette journée a été riche et a démontré l'importance d'échanger et d'agir collectivement sur le cadre actuel de ce métier.

La fonction d'animation technique de chantier d'auto-réhabilitation accompagnée a évidemment fait débat. Une majorité de participants a en effet pointé les difficultés croissantes à identifier au quotidien leurs priorités entre la dimension sociale et technique des chantiers. Certains considèrent que l'animateur est un technicien, un chef d'équipe qui se limite surtout à encadrer le chantier. Pour d'autres, il est plutôt un animateur et privilégie la dimension relationnelle. Quelques évolutions récentes du contexte semblent expliquer le renforcement de ces différentes représentations. Les chantiers ont ainsi évolué avec la multiplication des chantiers Propriétaires Occupants et l'accroissement de la lutte contre la précarité énergétique. La technicité se complexifie donc ce qui pose au passage la question des compétences. Les publics ont aussi changé depuis l'apparition des travailleurs pauvres, peu mobilisables sur un chantier, ou encore l'augmentation du nombre de personnes confrontées à des troubles psychiatriques, plus difficiles à comprendre et donc à accompagner sur le chantier. L'arrivée de volontaires ayant moins d'opportunités a également renforcé ce sentiment que la tension entre la technique et le social n'a jamais été aussi forte.

Au-delà des constats, des propositions concrètes d'amélioration ont été formulées. La création d'un **référentiel du métier d'animateur technique** apparaît comme une des priorités. Cela permettrait de revenir de manière plus précise sur ces questions mais aussi de favoriser la reconnaissance de ce métier à l'extérieur du réseau Compagnons Bâisseurs. Il serait aussi dès lors plus facile d'identifier les éventuels besoins de formation des animateurs en poste mais également de pouvoir y répondre. Sur ce point, le compagnonnage et les échanges de pratiques sont apparus comme des outils à développer au sein du réseau. L'utilité de la formation entre pairs n'est effectivement plus à démontrer. La mise en place d'un **forum d'échanges** pourrait permettre de structurer et de dynamiser ce système de formation. La question de l'accompagnement des animateurs techniques a enfin été abordée. Le manque d'analyse de pratiques, ou a minima de réunions d'échanges, a été souligné. Cela constituerait pourtant une des réponses aux difficultés croissantes rencontrées sur les chantiers.

La densité des échanges ne permet évidemment pas de rendre compte de l'ensemble des propositions évoquées. Il est très intéressant de constater que celles-ci s'inscrivent clairement dans le projet politique 2013-2017 des Compagnons Bâisseurs dont un des objectifs est la création d'une **filière de qualification** du métier d'animation technique de chantier d'ARA. Une telle filière, une fois créée, faciliterait bien sûr le recrutement des animateurs techniques dont le réseau aurait besoin dans les prochaines années. Mais, elle permettrait aussi de répondre à une grande partie des questions soulevées lors de cette journée.

### Que souhaites-tu que le réseau Compagnons Bâisseurs retienne des échanges de cette journée ?

« Le métier d'animateur technique est passionnant et très riche humainement. Depuis mon arrivée il y a 5 ans, j'ai vu mes tâches évoluer tant sur l'aspect technique (plus grande diversité de chantiers) que sur la dimension sociale (arrivée de jeunes en difficulté). Par contre, le cadre de mon métier n'a pas bougé depuis mon arrivée et je commence à penser que, dans 10 ans, je serais exactement dans la même situation. La fiche de poste et le coefficient sont ainsi toujours les mêmes. Les entretiens annuels d'évaluation semblent aussi n'être suivis d'aucune conséquence. Du coup, j'ai le sentiment que le métier souffre d'un manque de reconnaissance. C'est vraiment dommage car à la longue cela peut créer une usure chez le salarié qui l'amène à songer à partir. Cette fuite des compétences est d'autant plus préjudiciable que la structure va ensuite avoir des difficultés à trouver un nouvel animateur technique. Afin d'éviter que de telles situations arrivent, je souhaite donc que le réseau retienne le besoin urgent de structurer ce cadre, notamment à travers la création d'un référentiel métier. »

William Lamy, animateur technique à Brest

### Du volontariat au métier d'animateur technique

« J'ai fait des études en Italie dans le domaine des projets culturels, à destination de marginaux. J'ai ensuite organisé des expositions et des concerts dans un lieu culturel. Quand le propriétaire de ce lieu nous a foutu dehors, j'ai voulu quitter l'Italie, j'ai écrit à 200 associations françaises. La 2<sup>e</sup> qui m'a répondu, c'était les CB ! J'avais cru comprendre qu'avec cette asso, j'allais faire le tour de France, je parlais très mal français. Je suis resté 18 mois en volontariat à Tours, avec Jean-Marie Fons qui me faisait conjuguer les verbes sur le chantier, et m'a appris à « être » avec les personnes. Quand j'ai compris ce qu'était le projet, c'était comme un rêve. Pour mes 8 ans, on m'a offert une caisse à outil, j'ai toujours eu envie de réparer les choses abîmées, montrer qu'il y a une autre manière d'utiliser la vie. Quand un poste d'animateur technique s'est libéré à Marseille, j'ai déposé ma candidature (un peu aussi pour rejoindre une fille qui habitait là-bas...). J'avais peur de la responsabilité du travail au départ, aujourd'hui j'apprécie la liberté d'améliorer de petites choses au quotidien, de trouver une solution aux problèmes, et surtout la qualité de la relation humaine dans mon environnement de travail. »



Andrea TROTTA, animateur technique à Marseille



## 5<sup>e</sup> rencontre de l'auto-réhabilitation accompagnée

**La précarité énergétique, c'est d'abord une question de pauvreté** qui prend de l'ampleur avec la crise, l'augmentation du coût de l'énergie, les difficultés d'accès au logement, le nombre de logements indignes ou insalubres. C'est sur ces constats que s'est ouverte la 5<sup>e</sup> rencontre de l'ARA, organisée par l'ANCB à Marseille le 5 avril, qui a réuni 193 participants : élus locaux, représentants de collectivités, opérateurs de l'ARA, bailleurs sociaux, travailleurs sociaux, mais aussi salariés, bénévoles et volontaires du réseau CB.

Les 1<sup>ères</sup> lois Grenelle et plus récemment la loi Brottes, ont mis la lutte contre la précarité énergétique parmi les 5 objectifs prioritaires de la politique énergétique nationale. Comment va-t-elle se concrétiser pour les plus pauvres si l'on reste sur l'exigence de travaux de haute performance préconisé ?

**Le projet « Maîtrise des Energies »** (MDE) mené pendant 3 ans par le réseau CB, grâce à un fort soutien de l'Ademe et des partenaires de l'ANCB a permis, à partir de 30 chantiers «pilotes», le renforcement des compétences, la formation des équipes, le repérage des dispositifs financiers et l'éclosion d'actions innovantes menées à l'échelon régional : appartements témoins, animations collectives, habitants ambassadeurs de la maîtrise des énergies, remplacement de l'électroménager économe, en complément de travaux menés sur le bâti réalisables en ARA (isolation,...), ou si nécessaire par des entreprises (chauffage,...). Un guide méthodologique de la MDE a été élaboré, qui recense l'ensemble de ces pratiques.

**Comment identifier des ménages qui se sont résignés à être en restriction**, « habitués à vivre comme ça » ? C'est souvent un travailleur social qui leur en fait prendre conscience. Les personnes rentrent souvent dans une spirale négative de dévalorisation de soi. Fuir un environnement devenu hostile ou ne plus oser recevoir, se coucher de bonne heure, investir dans l'achat massif de pyjamas en pilou... Les habitants venus témoigner avec humour de leur situation ont constitué un temps fort de cette journée. L'accompagnement qui est fait en ARA est un vecteur de remise en confiance des personnes isolées, qui retrouvent une capacité à agir, dans leur logement et au sein de réseaux de solidarités.

**« Si l'on veut que l'ARA devienne autre chose que la cerise sur le gâteau, il faut que ce soit dans la recette »**. La démarche fait appel à deux champs dans le domaine des politiques publiques, celui de l'action sociale et celui de l'amélioration de l'habitat, des champs qui ont du mal à communiquer entre eux, mais dont la précarité énergétique est le dénominateur commun. Au niveau local, des collectivités se saisissent de la démarche, en l'inscrivant dans leur Programme Local de

l'Habitat ou leur Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées : Lille, Dunkerque, Arras, le Puy de Dôme, ... C'est une démarche progressive, porteuse d'un éventuel changement d'échelle. D'autres collectivités pourraient s'emparer de cet outil d'intervention complémentaire dans le cadre des PIG, des OPAH et des MOUS. A l'échelon national, les politiques publiques n'intègrent pas la démarche d'ARA. Le programme « habiter mieux » de l'ANAH qui peine à se déployer, doit intégrer un volet ARA, pour cibler les ménages modestes et très modestes.

**Des passerelles à bâtir avec le monde de l'entreprise.** Cela a été amorcé par la participation des CB à l'« Action Tank », un collectif de grandes entreprises décidées à agir sur la réduction de la pauvreté. Les réflexions menées par le groupe « logement » (Lafarge, Bouygues Construction, Schneider Electric, Saint-Gobain, EDF, Leroy Merlin, ...) ont tracé les 1<sup>ères</sup> pistes : financement classique, achat de matériaux, formations spécifiques gratuites pour les animateurs techniques, tutorat de volontaires. La mise en place d'un fond de dotation privé pour réduire le « reste à charge » des chantiers Propriétaires Occupants très modestes est aussi prévue.

**Un réseau d'opérateurs de l'ARA maillant l'intégralité du territoire national.** Sur les assurances, le cadre légal, les questions économiques et financières, il faut se mobiliser pour passer à la vitesse supérieure. Pour faire converger les pratiques et les outils, il faut que les acteurs, CB ou autres que CB, se regroupent et se fédèrent. Le référentiel de l'ARA réalisé par les CB présente non seulement une méthode, c'est aussi un référentiel de valeurs : l'ARA est liée à la capacité à agir des personnes, c'est le projet de la personne, c'est l'entraide, et l'éducation populaire avec la présence de jeunes et le levier du service civique.

**Pour être considérés comme des acteurs économiques à part entière, il faut qualifier le secteur.** Cette filière de formation peut-elle se construire « par le haut », comme le propose le PADES avec une licence professionnelle « AMOP » d'assistance à maîtrise d'ouvrage privée ou « par le bas », avec ceux qui ont déjà les « mains dans le cambouis », tel que les AT du réseau l'ont suggéré, par l'élaboration d'un référentiel métier ?

L'appel à projets sectoriel PIA, lancé par la Caisse des Dépôts pourrait permettre de créer **la superstructure de financement de l'ARA**, dédiée à l'aide aux opérateurs, face à leurs besoins en fond de roulement, pour investir en matériel et en immatériel, et animer un réseau d'opérateurs, avec des équipes de proximité. Le changement d'échelle c'est aller dans le sens d'une professionnalisation de notre métier d'artisan.